



***SIDE EVENT SUR AMELIORER LES POLITIQUES FISCALES POUR UNE
MEILLEURE MOBILISATION DES RESSOURCES DOMESTIQUES***

Elilly Hotel, Salle Discovery
Hall - Addis Ababa LE 15
JUILLET 2015 - 13h15-14h45

***ALLOCUTION DE M ABDOULAYE MAR DIEYE,
ADMINISTRATEUR ASSISTANT & DIRECTEUR***

BUREAU REGIONAL PNUD POUR L'AFRIQUE

Excellence, Monsieur le Ministre de l'Economie, des finances et du plan du Sénégal,

Excellence, Monsieur Frédéric BONTEMS, Directeur des biens publics mondiaux, Ministère français des affaires étrangères,

Excellence, Madame l'Ambassadrice de France en Ethiopie,

Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux des administrations fiscales,

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités,

Je voudrais, au nom du Programme des Nations Unies pour le développement, remercier le Sénégal d'avoir bien voulu accepter d'assurer le patronage de cette manifestation sur «les politiques fiscales et la mobilisation des ressources domestiques» sujet en lien direct avec l'objet de cette importante conférence.

La question de la fiscalité constitue un des aspects essentiels du développement. La politique fiscale constitue l'un des instruments par lesquels l'action des pouvoirs publics peut avoir un impact sur la réduction de la pauvreté, aussi bien par le biais de la croissance que par celui de la redistribution.

Vous savez que le PNUD attache une importance particulière à ces aspects.

Selon le rapport «Perspectives économiques en Afrique 2010 » le continent africain, s'il veut se rapprocher de la situation des autres pays en terme notamment d'infrastructures et d'éducation, devra dégager au moins 93 milliards USD sur la décennie à venir. Le rapport précise que les fonds extérieurs, qu'ils soient privés ou publics, ne sauraient aboutir à ce résultat.

Dans le cadre de cette conférence sur le financement du développement, il est clair que la fiscalité constitue la voie la plus appropriée et pour plusieurs raisons :

- ✓ La situation financière et énergétique mondiale et l'évolution à la baisse de l'aide publique au développement, affectent la visibilité des Etats sur leurs moyens budgétaires. L'impôt permet cette visibilité et cette pérennité ;
- ✓ La fiscalité est la seule réelle marque de la souveraineté des Etats. Quand on maîtrise ses moyens financiers on choisit ses voies d'actions.

Les objectifs assignés à un système fiscal sont généralement de trois ordres :

- ✓ Assurer l'équilibre entre les recettes et les dépenses. C'est son rôle financier ;
- ✓ Etre un instrument de stimulation de l'activité économique et les exonérations fiscales dont on va parler en sont un exemple emblématique ;
- ✓ Etre un outil puissant de redistribution et de de justice fiscale.

Il y a un lien clair entre développement et taux de pression fiscale c'est à dire la somme de tous les impôts, taxes collectés rapportée au Produit intérieur brut. Les pays développés ont des taux moyens très supérieurs à 35%. En Afrique (hors Afrique du Nord), rarement le taux de 22% est atteint. Les experts estiment en général qu'un taux viable de pression fiscale, se situe aux environs de 28 à 30%. Nous avons donc des marges de progrès importantes à réaliser.

Les stratégies d'amélioration de la mobilisation des ressources domestiques sont coûteuses et les effets ne sont pas immédiats.

Mais certaines actions sont susceptibles d'être mises en œuvre rapidement. Je pense aux coûteux avantages fiscaux accordés (qui représentent souvent 3 à 4% de points-PIB et même 8% en Mauritanie) sans qu'une évaluation du coût et de la pertinence soient réalisés en toute transparence. Je pense aussi au

renforcement des capacités des agents des administrations pour mieux gérer et contrôler l'impôt.

Nos échanges devraient permettre de partager des expériences sur les choix fiscaux et leurs efficacités. Les questions de la transparence et de redevabilité me semblent aussi déterminantes pour que l'impôt soit compris et accepté par les citoyens.

Ouvrir des pistes de réflexions pratiques et préciser le rôle des Etats et des partenaires techniques et financiers dans le champ fiscal devraient nous permettre de formuler des recommandations utiles dans le cadre de cette importante conférence à Addis-Abeba sur le financement du développement.

Je souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie